

Une veillée de prière pour les victimes de la torture

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT. L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Partout dans le monde, les chrétiens sont appelés à veiller en soutien à 10 d'entre elles. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.



Illustration pour la nuit des veilleurs de l'ACAT © Juliette

Léveillé

Ils sont vietnamiens, chinois, mexicain, américain, rwandais, camerounais, burundais, saoudien, égyptien... Ils sont ou ont été menacés, battus, torturés, emprisonnés, maintenus en détention. Pour leurs convictions, pour leur engagement politique, pour leur engagement en faveur des droits humains, pour ce qu'ils sont. Pour les faire parler, pour les faire taire. Sans raison. Ils ne sont que dix parmi les milliers de personnes victimes de la torture partout dans le monde. Ils symbolisent toutes ces souffrances muettes, niées, que des pays, des gouvernements voudraient faire disparaître, et auxquelles vos prières et votre action peuvent rendre une existence et une voix.

Depuis 2006, à l'occasion du 26 juin, date choisie par l'Onu comme la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, et à l'appel de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, ONG chrétienne de défense des droits de l'homme créée en 1974), des milliers de chrétiens en France et de par le monde s'unissent dans une veillée de prière en soutien aux victimes de torture. Cette année 2019 encore, autour du 26 juin, l'ACAT, en partenariat avec les journaux La Croix et Réforme, appelle les chrétiens à veiller lors d'événements organisés près de chez eux : nuits de prière, veillées de feu, célébrations œcuméniques, concerts, processions et marches aux lanternes. Où que vous soyez, vous pouvez vous aussi créer une veillée!

Quelques-unes des victimes soutenues par l'ACAT



Huang Qi, María Márquez de Favela, Déogratias Mushayidi, Amal Fathy

Depuis 2005, les participants de la Nuit des Veilleurs ont soutenu plus de 150 victimes, par la prière, mais également en envoyant des messages de soutien personnalisés à dix victimes de la torture. Parmi eux cette année,

- [Huang Qi](#) : journaliste et défenseur des droits humains chinois, il est détenu depuis plus de deux ans dans le Sud de la Chine. Son procès s'est tenu en secret le 14 janvier 2019, sans verdict annoncé pour le moment.
- [María Márquez de Favela](#) : est la mère d'Adrián Favela Márquez, victime de disparition forcée depuis le 2 octobre 2012 à Ciudad Juárez. En l'absence d'aide de la part des autorités, María et sa famille ont tenté de faire avancer l'enquête et de retrouver les disparus par eux-mêmes. Elle a reçu le prix Engel-du Tertre 2018 de la Fondation ACAT pour la dignité humaine.
- [Déogratias Mushayidi](#) : emprisonné depuis 9 ans, il est victime de l'oubli. Cet opposant politique a toujours milité de manière non-violente pour la paix et la démocratie au Rwanda.
- [Amal Fathy](#) : défenseure égyptienne des droits humains, elle subit un harcèlement judiciaire de la part des autorités égyptiennes. Elle a été arrêtée en 2018 pour avoir publié sur Internet une vidéo dans laquelle elle reprochait aux autorités de ne pas lutter contre le harcèlement sexuel.

Les chrétiens rassemblés cette nuit apportent l'espérance dans

la foi et réaffirment ainsi la nécessité de s'opposer sans condition à la torture : «La foi chrétienne ne peut en aucun cas composer avec la torture. En cette Nuit des Veilleurs, nous proposons de substituer la prière, la méditation et la communion avec les victimes de la torture à l'instrumentalisation de l'autre, qu'est la torture» explique Bernadette Forhan, présidente de l'ACAT.

Pour accompagner les prières, la Nuit des veilleurs porte chaque année un thème. Celui de cette année est : «Mais délivre-nous du mal». Vous trouverez sur le site le texte d'une méditation sur ce thème. Un espace conçu pour permettre à tous ceux qui le veulent, en un clic, de repérer, rejoindre ou créer une veillée de prière. Vous y trouverez aussi des prières, des textes de réflexion, des actualités...

La nuit des veilleurs : présentation en vidéo :

Centrafrique : lutter contre l'exclusion des Pygmées

Premiers habitants de la Centrafrique, et bénéficiant de la protection officielle de la Constitution de 2016 au titre de «peuple autochtone», les Pygmées qui se risquent hors de la forêt sont en butte aux discriminations, à l'exploitation et à la violence. Or la déforestation réduit leur habitat, poussant certains à se sédentariser malgré les vexations dont ils sont victimes. Des Églises ont lancé des programmes à destination des Pygmées : c'est le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine.



Une femme pygmée à Mbanza, près d'une case traditionnelle © Valérie Thorin pour Défap

On connaît d'eux leurs chants polyphoniques, étudiés par des musicologues comme Simha Arom. Ils ont fasciné des spécialistes, comme ceux du Conservatoire national

supérieur de musique et de danse de Paris, et des passionnés de jazz : n'ont-ils pas inspiré la si caractéristique ouverture de [Watermelon Man](#), sifflée sur des bouteilles de bière, dans l'album *Head Hunters* d'Herbie Hancock ? Leurs traditions orales ont été intégrées au [patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO](#). Ils ont été désignés «meilleurs pères du monde» par [un article du Guardian](#). Les Pygmées sont une légende : le peuple premier par excellence, vivant au cœur de la forêt d'Afrique centrale, sans contact avec le monde.

Mais que reste-t-il en réalité de cette image pétrie d'une implicite mythologie rousseauiste ? Si l'on connaît l'existence des Pygmées Aka, on ignore en général l'évolution que subit insensiblement leur mode de vie. Car l'équilibre a depuis longtemps été rompu. Les Pygmées ne sont pas sans contacts avec les autres ethnies, loin de là. Que ce soit en République Démocratique du Congo ou en République Centrafricaine, où l'on trouve l'essentiel du peuple Aka, l'exploitation à outrance des bois exotiques fait reculer la forêt. Dans les zones non déboisées, des pistes viennent trouer la jungle. Ce qui restreint l'habitat des animaux, dont les populations se réduisent, et limite de plus en plus l'espace où se font les déplacements saisonniers des Pygmées : de chasseurs-cueilleurs et nomades, ils sont de plus en plus souvent contraints à passer à un mode de vie sédentarisé. Ils sortent de la forêt. Ils installent leurs cases de feuillages en forme de dômes, adaptées à la vie sous la canopée, aux alentours des villages des «hommes grands».

Une protection légale qui reste lettre morte

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez l'article sur la visite aux Pygmées de Mbanza dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Présentation de la thèse de Bijoux Makuta : «La mission évangélisatrice auprès des Pygmées. Expérience mystique et défis missiologiques en République Démocratique du Congo»](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
- [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
- [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

Là, [ils découvrent l'exclusion](#), les moqueries, se font exploiter par les ethnies voisines qui les considèrent comme des sous-hommes. Les vols, les meurtres, les viols sont monnaie courante, dans la plus totale impunité, parfois encouragés par des rumeurs : avoir des relations sexuelles avec une jeune fille pygmée

guérirait du sida, dit-on... Lorsqu'ils vont à l'école, les enfants sont battus et mis à l'écart. «Quand ils sortent de la forêt, raconte Valérie Thorin, responsable du suivi de la République Centrafricaine au Défap, les Pygmées ont déjà entendu parler des avantages de la modernité : faire partie d'une communauté plus importante, avoir accès à l'éducation, aux soins de santé...» Mais les vexations et la violence qui les accueillent en poussent beaucoup à se réfugier dans l'alcool ; et d'autres à retourner dans la forêt, comme en témoigne Bijoux Makuta, boursière du Défap, dans sa [thèse consacrée aux Pygmées de RDC](#), dont l'un racontait : «Nous ne pouvons pas vivre avec des gens qui ne nous aiment pas et qui se moquent de nous». Et l'instabilité récurrente de la République Centrafricaine depuis la guerre civile de 2013 a fragilisé encore plus la situation du peuple Aka. Dans un pays où l'autorité de l'État s'étend à peine au-delà de la grande banlieue de Bangui, où plus de 80% du territoire est contrôlé par des bandes armées qui rançonnent ou monnaient leur «protection», le sort des Pygmées n'émeut guère. La RCA a pris des engagements internationaux ; officiellement, la Constitution de 2016 garantit la protection des «peuples autochtones»... En réalité, ils ne bénéficient d'aucune représentation dans les instances officielles, d'aucune protection juridique, et ces textes restent sans effet.

Si les Pygmées Aka vivent encore en grande majorité dans cette forêt qui recule, que faire pour ceux qui se sédentarisent ? En premier lieu, lutter contre l'exclusion dont ils sont victimes. C'est l'un des projets de l'EELRCA (l'Eglise Évangélique Luthérienne

de République Centrafricaine) et notamment de son président, Samuel Ndanga Toue, qui se préoccupe depuis longtemps du sort des Pygmées. Ou plutôt des «citoyens», comme on les désigne en langage administratif, plus par souci d'affirmer symboliquement leur égalité avec les autres habitants du pays que par réelle volonté de mettre fin aux discriminations.

«Il n'y a plus assez de nourriture en forêt»

«J'ai rencontré récemment les Pygmées de Mbanza : un village qui se trouve au sud de Berbérati, dans la zone diamantifère, au Sud-Ouest de la RCA», témoigne Valérie Thorin. «J'ai vu là une communauté de quelques centaines d'individus. Ils ont commencé à construire des cabanes en bois aux toits à deux pans, plus solides, plus adaptées à la vie hors de la forêt.» Installés là depuis des années, ils ont adapté peu à peu leur mode de vie à ce nouvel environnement : vêtements «à l'occidentale», apprentissage de la langue des G'Baya, l'ethnie principale de cette région. «Nous voulons rester, témoigne le chef du village. Il n'y a plus assez de nourriture en forêt.»

L'Eglise Évangélique Luthérienne, qui a édifié là un temple, envisage à terme de construire aussi une école, pour que les enfants puissent être scolarisés sans être en butte au rejet et à la violence. L'EELRCA regroupe 120.000 membres à travers 544 «congrégations» (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 «catéchistes diplômés» ; elle est présente surtout dans

la partie Ouest du pays. Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap. Avec l'Église Évangélique du Congo et l'Église Protestante Africaine, elle fait partie des trois Églises de cette région ayant des liens avec le Défap à avoir lancé un programme spécifique à destination des Pygmées.

Franck Lefebvre-Billiez



Pygmées devant le temple de l'EELRCA à Mbanza © Valérie Thorin pour Défap

Les deux Centrafrique

Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises : l'EPCR (Église Protestante Christ-Roi), membre de la Cevaa, à Bangui, et l'EELRCA (Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Entre ces deux lieux, la capitale et la province, d'énormes disparités, à commencer par les conditions de circulation et la sécurité. Le point avec cet article de Valérie Thorin (responsable du suivi de la Centrafrique au Défap) publié dans la Lettre du Défap de février 2019.



*Rencontre des partenaires internationaux de
l'EELRCA – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin
pour Défap*

Il y a deux Centrafrique. Celle de la capitale,

Bangui, donne l'impression que les institutions fonctionnent, que la sécurité est assurée et que la paix est revenue.

L'activité urbaine témoigne d'une certaine reprise économique, perçue par le biais des services (banques, commerces, hôtellerie, restauration) et des télécommunications (le sacro-saint portable...). Les usines de transformation tournent à plein régime : boissons, sucre, cigarettes même si l'agriculture reste malgré tout le principal contributeur au PIB (pour 43% en 2017) avec le café, le coton, le palmier à huile et le bois.

La RCA engrange donc des recettes fiscales liées à toutes ces activités économiques (9,1% du PIB en 2017) mais elles restent en deçà des dépenses (14,9% du PIB), ce qui signifie une forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure (FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne et France).

La seconde...

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez cet article dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
 - [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
 - [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

La «seconde Centrafrique» est celle de la province. Près de 80% du pays – du centre à l'est – est aux mains des bandes armées, dirigées par des chefs de guerre se comportant comme de petits proconsuls, tout-puissants et violents. L'ouest est plus tranquille. Certes, il y a toujours des voyous qui jouent les coupeurs de routes, mais ils se satisfont en général de quelques francs CFA. À Bouar, ville où est installée l'administration de l'Église évangélique luthérienne de Centrafrique (EELRCA), les Casques bleus des Nations unies font office de gendarmerie, un blindé posté au carrefour principal en guise de dissuasion.

Et presque rien ne fonctionne : quasi-absence de réseau téléphonique, pas ou très peu d'eau courante, pas d'électricité hormis lorsque les groupes électrogènes sont en marche, quelques heures à la nuit tombée parce que le carburant doit être utilisé avec parcimonie. Les pistes sont dans un état lamentable, défoncées, inondées et les routes dites goudronnées sont souvent effondrées ; il n'y a pas d'écoles publiques sauf dans les villes et très peu d'hôpitaux. D'où l'importance du réseau que l'EELRCA a réussi à mettre en place en ce qui concerne l'éducation et la santé.

La région est grosse productrice d'or et de diamants alluvionnaires (les fameux diamants de Centrafrique...) et la forêt pluviale permet l'exploitation des bois précieux. Les trafics sont intenses. Il est fréquent de croiser des camions grumiers le soir et la nuit, alors qu'ils devraient avoir quitté les pistes à 16h30 (la nuit tombe vers 17h). Les diamants peuvent être « pêchés » par tout un chacun et les collecteurs, qui ont pignon sur rue dans la moindre bourgade, font des bénéfices de l'ordre de 1 pour 10 000...

À Carnot, préfecture et plaque tournante du commerce des pierres, certaines maisons ressemblent à des palais des mille-et-une nuits.

Mais pour un sultan, 10 000 pauvres bougres se tuent au travail.

Valérie Thorin, envoyée spéciale



***L'école de théologie de l'EELRCA à Baboua, l'un
des projets soutenus par le Défap – 29-30 octobre
2018 © Valérie Thorin pour Défap***

Former à la rencontre

**S'investir dans des actions à l'étranger,
pour une année ou pour un mois, ne**

s'improvise pas. Jérémie Vercier, ancien envoyé du Défap à Madagascar, et chargé d'encadrer un groupe de jeunes qui doit partir trois semaines à l'été 2019 pour travailler au sein d'un orphelinat en Thaïlande, s'est ainsi souvenu de l'utilité de la formation reçue avant son départ. Il a de nouveau fait appel au Défap pour organiser une formation sur mesure. Au menu du week-end qui a eu lieu en novembre 2018 : pourquoi partir et comment, problématiques interculturelles, questions administratives et de sécurité...



*Quelques-uns des pensionnaires de
l'orphelinat © CCD Thaïland*

Lorsqu'il était parti à Madagascar en 2014, Jérémie Vercier l'avait fait via le Défap. Il avait pu alors apprécier l'importance d'une formation préalable pour mieux s'adapter, une fois sur place, à un autre pays, une autre culture, d'autres modes de vie, et pour mieux comprendre le contexte de sa mission. Il avait 21 ans, un statut de service civique et une dizaine de mois pour se lancer dans l'aventure, avec dans ses bagages une formation d'électricien et diverses expériences dans l'animation de groupes d'enfants. Sur place, au Centre d'accueil des enfants orphelins et démunis Akanisoa, à Antsirabe, il était entré de plain-pied dans la vie d'une petite communauté comptant une vingtaine d'enfants et d'adolescents, et le personnel s'occupant de la structure. Une expérience forte. Et lorsque, de retour en France et investi dans l'encadrement de groupes de jeunes, il a été impliqué dans un projet d'échange avec un orphelinat de Thaïlande, il a pensé de nouveau à la formation qu'il avait reçue avant son départ pour Madagascar, et fait appel au Défap.

Période prévue pour le voyage : l'été 2019. Les participants sont un groupe d'une quinzaine de jeunes de l'Unepref, âgés de 18 à 29 ans ; ils seront accompagnés de six encadrants, dont Jérémie Vercier, aujourd'hui âgé de 25 ans. Le projet prévoit trois semaines de travail au sein d'un orphelinat (dont certains des enfants présentent divers handicaps) avec lequel deux des encadrants sont en lien depuis longtemps. Le voyage est ainsi organisé en partenariat avec [CCD Thaïland](#) (Christian Care Foundation for Children with Disabilities). Si Jérémie n'a aucun mal à convaincre le groupe de l'utilité d'une formation, à la fois sur les aspects pratiques et sur les questions interculturelles, la question qui se pose est la suivante : comment adapter, pour les besoins de ce voyage de trois semaines en Thaïlande, le contenu de la session de deux semaines que reçoivent avant leur départ tous les envoyés du Défap ? Et, question complémentaire : le groupe peut-il bénéficier d'un «parrainage» du Défap pour chercher des financements ?

Quelles postures, quels comportements privilégier ou éviter ?

Pour aller plus loin :

- [CCD Thaïland](#)
- [Partir, revenir... et après ?](#)
- [«Les envoyé-e-s sont une banque de données de l'interculturalité»](#)
- [Session retour : l'heure du bilan](#)
- [Comment préparer «l'après-mission»](#)
- [Session retour 2018 : prévoir l'atterrissage](#)
- [Égypte : un mois de découvertes au New Ramses College](#)
- [Liban : accompagner les réfugiés](#)
- [«Ça m'a fait grandir d'un coup»](#)

Contact est pris avec Tünde Lamboley, responsable Jeunesse, et avec Laura Casorio, responsable du service Envoyés du Défap. «Au fil des échanges, raconte cette dernière, nous avons essayé d'identifier, à partir des divers modules que comporte la formation des envoyés à laquelle Jérémie avait participé, ce qui serait le plus important pour ces jeunes. Sur cette base, nous avons construit

une formation *ad hoc* pour le groupe.» La formation se met en place sur un week-end en novembre 2018. Elle sera assurée par Laura Casorio. Au menu de cette session : présentation du Défap ; pourquoi partir et comment ; construire son projet (objectif, obstacle, forces, faiblesses) ; problématiques interculturelles ; questions administratives et de sécurité...

Sur place, la secrétaire exécutive du Défap trouve des jeunes qui ne se connaissent pas encore (les accompagnateurs ne les avaient vus jusqu'alors que par groupes de deux-trois au maximum), mais motivés et qui participent activement aux divers modules de la formation. «Cette session d'un week-end a d'abord été utile pour permettre de constituer le groupe», souligne-t-elle. «L'équipe des encadrants a géré les aspects techniques de la mission, le programme, la présentation de l'orphelinat... Le Défap, pour sa part, a apporté son savoir-faire en termes de formation à l'expatriation. Ce groupe sera le premier venu de France à travailler dans cet orphelinat, qui a

plutôt, pour l'instant, des partenaires dans le monde anglophone (États-Unis, Angleterre). Les questions des participants tournaient donc beaucoup autour de la manière de prendre contact, de nouer des liens, dans un contexte interculturel, et avec comme difficulté supplémentaire la barrière de la langue : la communication ne pourra se faire que via un interprète. Dès lors, comment apprendre les codes nécessaires pour bien communiquer ? Quelles postures, quels comportements privilégier ou éviter ? Qu'est-ce qui pourrait être mal vu ou blessant ? Comment construire une communication fluide, dans un laps de temps réduit ?»

Au-delà du séjour proprement dit, les enjeux sont multiples. Il s'agit tout d'abord d'essayer d'initier des échanges plus pérennes avec cet orphelinat. C'est en tout cas l'idée de l'initiatrice du projet, qui est elle-même une ancienne pensionnaire de ce centre et vit aujourd'hui en France. En ce qui concerne les participants eux-mêmes, beaucoup seraient prêts, à l'issue de cette

expérience, pour d'autres formes d'engagements. Et pour Laura Casorio, «accompagner ce genre de projets par une formation rentre tout à fait dans la dynamique actuelle du Défap. Nous sommes d'ailleurs en train de construire des sessions similaires avec d'autres groupes.»

La mission en livres et en questions

La mission, ce sont aussi les hommes et les femmes qui l'incarnent. Avec des relations, des conceptions et des questionnements qui ont pu énormément évoluer entre le XIXème siècle, le grand siècle des missions protestantes, et l'époque actuelle. Des évolutions

que viennent éclairer deux ouvrages publiés aux éditions Khartala, «Hommes et femmes en mission» et «Quel Dieu ? Quel homme ?». Ces deux livres, disponibles au Défap, reprennent les actes des colloques de 2016 et 2017 du CRÉDIC, le Centre de recherches et d'échanges sur la diffusion et l'inculturation du christianisme□.